

CILCA
Comité pour un
Courant
Intersyndical
Lutte de Classe
Antibureaucratique

TOUS ENSEMBLE CONTRE LA POLITIQUE DE SARKOZY !
POUR LA LUTTE DE CLASSE : NON AU « DIALOGUE SOCIAL » !
LES SYNDICATS DOIVENT BOYCOTTER LES « CONFÉRENCES SOCIALES » CONVOQUÉES PAR LE GOUVERNEMENT !

Les effets de la crise financière de l'été vont accroître encore la pression que le patronat français exerce sur les travailleurs. Ils viennent en effet s'ajouter au ralentissement de la croissance, qui ne dépassera pas 1,8 % en France, alors que le gouvernement tablait sur 2,25 %. C'est pourquoi le programme politique de Sarkozy, qui exprime les intérêts généraux du patronat français, sera appliqué avec une détermination encore plus grande que celle dont il a fait preuve cet été.

Depuis les élections, le gouvernement de Sarkozy a déjà montré son efficacité réactionnaire :

- Multiplié les rafles de sans-papiers (pour atteindre l'objectif de 25 000 expulsions) ;
- Durci la loi contre les travailleurs immigrés (droit au regroupement familial, conditions d'acquisition de la nationalité et du droit au séjour...)
- Offert de nouveaux cadeaux fiscaux aux riches (plus de 13 milliards d'euros !)
- Imposé la loi Pécresse contre l'Université publique (« autonomie »-privatisation) ;
- Fait passer la loi sur le « service minimum dans les transports terrestres » (mise en cause du droit de grève, qui prépare des restrictions drastiques pour tous les salariés).

Maintenant, il veut poursuivre à un rythme soutenu son entreprise destructrice des acquis sociaux :

- Non-remplacement de 22 700 fonctionnaires partant à la retraite en 2008, soit presque le double des suppressions de 2007 ;
- « Franchises médicales », visant à accroître encore la part des soins prise en charge par les malades eux-mêmes, au détriment du droit à la santé, en particulier pour les plus pauvres ;
- Projet d'« évolution du droit sur le contrat de travail », destiné à instaurer un « contrat de travail unique » sur le modèle du « contrat nouvelles embauches » (CNE), c'est-à-dire assouplissant encore les limitations au droit patronal de licencier ;
- « Réécriture » du Code du travail, véritable « détricotage » consistant à limiter la portée des garanties imposées par la lutte de classe ouvrière ;
- Fusion de l'UNEDIC et de l'ANPE : il s'agit pour l'État d'accaparer le budget du salaire collectif des travailleurs, comme il l'a fait pour la Sécurité sociale avec le plan Juppé en 1995 ;
- Projet de « réforme » de la formation professionnelle, pour la soumettre encore davantage aux exigences immédiates des patrons ;
- Projet de mise en cause des régimes spéciaux de retraite et ouverture des discussions préparatoires au bilan de la loi Fillon concernant le régime général (2003), avec à la clé la volonté d'augmenter encore le nombre d'annuités nécessaires ;
- Projet annoncé le 10 juillet, avec de premières réunions prévues pour novembre, de « réforme de l'État », c'est-à-dire des politiques publiques et de la Fonction publique, en particulier du statut des enseignants (mise en place de la commission Rocard).

Face à ce plan cohérent d'attaques contre leurs acquis, les travailleurs seraient en droit d'attendre des organisations qui prétendent les représenter, tout particulièrement des principaux syndicats, une combativité maximale. Or, **au lieu de préparer la résistance sociale à Sarkozy et de commencer à mobiliser les travailleurs, les directions de ces organisations sont restées l'arme au pied pendant tout l'été !**

La seule initiative a été celle des fédérations de cheminots et de la confédération CGT, qui, après n'avoir rien fait pendant plusieurs semaines, ont fini par appeler *in extremis*, le 31 juillet, à des rassemblements contre la loi mettant en cause le droit de grève. Mais, en plein « chassé-croisé » des vacanciers partants et revenants, sans appel à la grève ce jour-là et faute d'avoir été sérieusement préparés, ces rassemblements ont réuni seulement quelques milliers de cadres et militants syndicaux (pas plus 1500 à Paris)...

Depuis, **aucun début d'initiative n'est à signaler : on nous sert seulement des déclarations en eau de boudin.** Pour FO, il s'agit avant tout de « négocier », et aucune action n'est envisagée : en déclarant, dans son éditorial du 27 août, que l'action ne serait décidée que « *si nécessaire* », Jean-Claude Mailly laisse clairement entendre qu'elle ne l'est pas aujourd'hui selon lui ! De même, le communiqué commun des fédérations de fonctionnaires (CGT, FO, FSU, Solidaires...) du 24 août, où elles dénoncent pourtant elles-mêmes les « *sarcasmes, approximations et mépris* » opposés par le gouvernement à leurs demandes, se conclut en reportant toute initiative aux calendes grecques : « *Les organisations syndicales se réuniront de nouveau pour débattre de la façon de mobiliser les personnels et de s'adresser à l'opinion.* »

Ce refus de combattre des directions du mouvement ouvrier ne signifie pas qu'elles ne fassent rien : depuis le 6 mai, **elles ont passé le plus clair de leur temps à... rencontrer Sarkozy et ses ministres, voire à déjeuner avec eux, en tout cas à discuter, en réclamant à cor et à cri un prétendu « dialogue social » et autres « grands débats » !**

C'est ainsi que, tout en faisant des critiques, **les directions syndicales ont accepté en juin-juillet les consultations sur le projet de loi mettant en cause le droit de grève.** La direction de la CGT est allée jusqu'à proposer des amendements, ce qui revenait à accepter le principe d'une loi limitant le droit de grève, à accepter de négocier la mise en cause d'un acquis fondamental, au lieu de le défendre inconditionnellement ! D'ailleurs, même les arguments avec lesquels la CGT a prétendu défendre le droit de grève sont inacceptables : pour son représentant qui a pris la parole au rassemblement parisien du 31 juillet, *« face à la panne de la démocratie sociale dans ce pays, le dernier recours que représente le Droit de grève est bien souvent le seul moyen permettant une prise en compte des revendications des salariés »* Autrement dit, la grève ne serait pas à encourager comme arme fondamentale de la lutte de classe, mais un pis-aller, une sorte de mal nécessaire, à éviter autant que possible par une prétendue démocratie sociale réconciliant les patrons et les travailleurs ! Autant prôner la « démocratie » dans les relations entre les requins et leurs victimes !

De leur côté, les directions des organisations syndicales de fonctionnaires demandent, dans leur communiqué du 24 août, non seulement *« que s'ouvrent au plus vite des négociations portant sur la valeur du point d'indice commune à tous, les carrières et la reconstruction de la grille »*, mais aussi *« que les décisions en matière d'emploi public résultent d'un véritable débat sur les missions de service public. Le Président de la République qui va s'adresser aux fonctionnaires doit prendre en compte ces attentes et y apporter enfin de véritables réponses. »* Que des syndicats réclament des négociations sur la base des revendications, c'est normal, à condition de mobiliser les travailleurs pour créer un rapport de force nécessaire avec le patronat. En revanche, **il est inadmissible que les syndicats des travailleurs participent à des discussions avec le gouvernement et le patronat dont l'objectif est ouvertement la remise en cause des droits acquis !**

C'est pourquoi il faut dénoncer fermement les directions syndicales qui, toutes organisations confondues, acceptent de participer aux trois conférences tripartites programmées par le gouvernement pour octobre et novembre (sur les conditions de travail, sur l'égalité professionnelle hommes-femmes et sur l'emploi, les salaires et le pouvoir d'achat). Elles reconnaissent pourtant elles-mêmes qu'il ne s'agit même pas de « véritables négociations » (communiqué des fédérations de fonctionnaires). De fait, **il s'agit selon le ministère du travail, chargé d'organiser ces conférences, de parvenir à un « diagnostic partagé »,** afin de *« tous partir sur la même ligne »* pour préparer de nouvelles « réformes ». Par exemple, la conférence sur l'emploi, les salaires et le pouvoir d'achat vise, selon la ministre de l'économie Christine Lagarde, à *« identifier les conditions d'un équilibre pérenne entre les contraintes de compétitivité des entreprises et le rétribution valorisante de l'investissement des salariés »*. En d'autres termes, **il s'agit d'associer les syndicats à la bonne gestion des entreprises et de généraliser le « salaire au mérite » contre le combat syndical traditionnel pour l'augmentation générale des salaires.**

Comment prétendre que l'on puisse avancer sur les revendications en « débattant » avec l'ennemi, au lieu de le combattre ? **Quels syndicalistes dignes de ce nom, quels travailleurs attachés à leurs droits, pourraient accepter que leurs organisations s'associent ainsi à la préparation des plans du gouvernement ?** Ces os à ronger sont en fait destinés à donner aux directions syndicales le moyens de faire croire qu'elles défendent les travailleurs. Ils vont permettre de maintenir la camisole de la collaboration de classe pour mieux préparer et faire passer les contre-réformes en essayant d'éviter les vagues sociales...

C'est pourquoi le CILCA appelle les militants, les adhérents des syndicats et tous les travailleurs à :

- **Dénoncer la participation des directions syndicales aux « conférences sociales »** avec le patronat et le gouvernement et toutes les fumisteries sur la prétendue « démocratie sociale » ;
- **Exiger de leurs directions syndicales (par des pétitions, motions, etc.) qu'elles boycottent ces conférences, la commission Rocard sur le métier d'enseignant, etc. ;**
- **Se réunir et s'organiser pour préparer eux-mêmes, sans attendre le bon vouloir des directions du mouvement ouvrier, la résistance sociale à Sarkozy,** notamment en participant au second Forum de la résistance sociale le samedi 22 septembre à Paris ;
- **Se rassembler dans les syndicats pour s'opposer ensemble à la politique de collaboration de classe des directions, pour le front unique ouvrier,** notamment en préparant le second Forum du syndicalisme de classe et de masse qui se tiendra le samedi 10 novembre à Paris ;
- **Rejoindre le CILCA pour renforcer ce courant lutte de classe et antibureaucratique** nécessaire à l'information, à la coordination et à l'action commune des militants syndicaux déterminés à défendre coûte que coûte, au-delà de leurs différences d'origine et de sensibilités, les intérêts collectifs de la classe ouvrière.